

**CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET
D'ENVIRONNEMENT**

**Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
43, Rue d'Amiens
62000 ARRAS**

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT
Association régie par la Loi du 1er juillet 1901
43, Rue d'Amiens
62000 ARRAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne l'évaluation à la clôture des produits d'exploitation et leur rattachement à l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration arrêté le 22 avril 2025 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre

à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Wasquehal, le 16 juin 2025
Le Commissaire aux Comptes

IN EXTENSO NORD AUDIT

Hubert LEPERS

Signé par Hubert Lepers
Le 16/06/2025

ID: tx_k6EJ8EBdv6OE

In Extenso
signature électronique

Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	1 313	1 313		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	4 987	4 987		
	Autres immobilisations corporelles	63 871	54 166	9 705	11 996
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	590		590	590
	TOTAL (I)	70 761	60 466	10 295	12 586
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	431		431	
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	66 570		66 570	44 567
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	626 732		626 732	583 351
	Charges constatées d'avance	3 506		3 506	836
	TOTAL (II)	697 239		697 239	628 754
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	768 000	60 466	707 534	641 339
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

État exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
Autres			
Report à nouveau	487 280	421 847	
Excédent ou déficit de l'exercice	67 622	65 433	
Total des fonds propres (situation nette)		554 901	487 280
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total des autres fonds propres			
Total des fonds propres		554 901	487 280
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques	12 184	16 862
	Provisions pour charges		
Total des provisions		12 184	16 862
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 854	29 249
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	113 595	104 949
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
Produits constatés d'avance		3 000	
Total des dettes		140 449	137 198
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		707 534	641 339
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		67 621,59	65 432,91
(1) Dont à moins d'un an		140 449	137 198
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 509	2 586
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	760 000	760 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	87 000	32 000
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 625	13 304
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	102	340
	Total des produits d'exploitation	857 236	808 229
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	123 667	121 370
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	30 179	32 376
	Salaires et traitements	456 895	425 391
	Charges sociales	182 268	163 497
	Dotation aux amortissements et dépréciations	5 287	5 157
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	478	340
	Total des charges d'exploitation	798 773	748 132
	RESULTAT D'EXPLOITATION	58 463	60 097

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		58 463	60 097
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	7 574	6 249
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		7 574	6 249
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		7 574	6 249
RESULTAT COURANT avant impôts		66 037	66 347
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	4 586	
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		4 586	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 803	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		1 803	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		2 783	
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 198	914
TOTAL DES PRODUITS		869 396	814 479
TOTAL DES CHARGES		801 774	749 046
EXCEDENT ou DEFICIT		67 622	65 433
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe aux comptes annuels

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Ces comptes annuels ont été établis le **01/04/2025**.

Le bilan de l'exercice présente un total de **707 534 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **869 396 euros** et un total **charges** de **801 774 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **67 622 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation

Un CAUE, Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement, est un organisme départemental créé à l'initiative du Conseil Général dans le cadre de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.

Le CAUE exerce des missions de service public. il est chargé de promouvoir, sur le plan local, la qualité architecturale, urbaine, paysagère et environnementale, dans le respect du patrimoine et selon 4 missions: conseiller, accompagner, informer, sensibiliser.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale de vie prévue :

➤ Agencements et aménagements des constructions	3 à 5 ans
➤ Installations industrielles	3 à 10 ans
➤ Matériel et outillage	3 à 10 ans
➤ Mobilier de bureau	5 à 10 ans
➤ Matériel de transport	3 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de retraite

La convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière.

Les engagements ont été constatés sous forme de provisions pour la partie non couverte par le contrat d'indemnité de fin de carrière auprès d'un organisme spécialisé.

Pour rappel, dans le cadre de l'exercice clos le 31/12/2022 et du contexte économique actuel, ayant pour effet une inflation importante à court terme, nous avons retenu le taux d'actualisation de la banque de France de 1.7%. Ce taux est basé sur la moyenne annuelle 2022 des taux O.A.T sur 10 ans, de manière à respecter le principe comptable de prudence, et ainsi ne pas impacter l'année 2022 par une reprise de provision importante. Le taux des IASB était de 3.78 % au 31/12/2022.

Pour l'année 2023, le taux des OAT, basé sur le même principe que notre étude de l'année 2022, présentait un taux de 2.8% au 31/12/2023 contre 3.5% pour l'IASB. Ces 2 taux ont eu tendance à tendre vers le même taux d'actualisation. L'inflation ayant également tendance à se stabiliser, nous avons pris l'hypothèse de réaliser notre calcul sur la base du taux d'actualisation de 3.5% préconisé par l'IASB.

Le calcul de l'année 2024 a été basé sur les IASB qui présente un taux de 3.4% au 31/12/2024.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le montant total de l'engagement s'élève à la clôture de l'exercice à 17 403.28 €, dont une couverture par le contrat Generali à hauteur de 5 219.57 € au 31/12/2024.

Il a été retenu, en complément du taux d'actualisation, les indicateurs suivants:

- . Taux de charges sociales: 42%
- . Taux d'évolution des salaires: 0.07% par an
- . Taux de turn over: 1%
- . Age de départ à la retraite: 64 ans
- . Modalité de départ à la retraite retenue: départ volontaire
- . Table de mortalité utilisée: 1988-1990

Faits caractéristiques de l'exercice :

Néant

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture :

Néant

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	1 313					1 313
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 313					1 313
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	4 987					4 987
	Instal., agencement, aménagement divers	4 073					4 073
	Matériel de transport	227					227
	Matériel de bureau, mobilier	56 574		2 996			59 570
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	65 862		2 996			68 858
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	590					590
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	590					590
TOTAL		67 765		2 996			70 761

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	1 313			1 313
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 313			1 313
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	4 987			4 987
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	4 073			4 073
	Matériel de transport	227			227
	Matériel de bureau, mobilier	44 579	5 287		49 866
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 866	5 287		59 153
TOTAL		55 179	5 287		60 466

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	16 862		4 678	12 184
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16 862		4 678	12 184
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	1 803		1 803	
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	1 803		1 803	
TOTAL GENERAL		18 665		6 481	12 184
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				6 481	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Stocks et En-cours

Etat exprimé en euros

	31/12/2024	Début exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
TOTAL I				
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis		1 803		1 803
Produits résiduels				
Autres				
TOTAL II		1 803		1 803
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
TOTAL III				
Production stockée (Total II + Total III)				1 803

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		100 836
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		23 537
<i>FACTURES NON PARVENUES</i>	<i>23 537</i>	
Dettes fiscales et sociales		77 299
<i>DETTES PROVISIO. POUR CONGES P</i>	<i>48 563</i>	
<i>CHARGES SOCIALES SUR CONGES PA</i>	<i>18 163</i>	
<i>CHARGES FISCALES SUR CONG. A P</i>	<i>5 873</i>	
<i>TAXE SUR LES SALAIRES</i>	<i>3 827</i>	
<i>FORMATION PROFESSIONNELLE CONT</i>	<i>872</i>	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		3 506	3 506
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			3 506

--

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		66 139
Autres créances		66 139
<i>AVOIRS NON PARVENUS</i>	<i>4 586</i>	
<i>CPAM DE L'ARTOIS</i>	<i>6 553</i>	
<i>Produits à recevoir FNCAUE</i>	<i>5 000</i>	
<i>Produits à recevoir CCTV</i>	<i>10 000</i>	
<i>Produits à recevoir CCOM</i>	<i>10 000</i>	
<i>PRODUITS A RECEVOIR CALL/CAHC</i>	<i>11 000</i>	
<i>PRODUIT A RECEVOIR SIZIAF</i>	<i>4 000</i>	
<i>PRODUIT A RECEVOIR CCCA</i>	<i>5 000</i>	
<i>PRODUIT A RECEVOIR CCSA</i>	<i>10 000</i>	

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	590		590
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	431	431	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 553	6 553	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	60 017	60 017	
	Charges constatées d'avances	3 506	3 506	
	TOTAL DES CREANCES	71 097	70 507	590
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice			
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	26 854	26 854		
	Personnel et comptes rattachés	48 563	48 563		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	52 091	52 091		
	Impôts sur les bénéfices	1 198	1 198		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	11 743	11 743		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	140 449	140 449		
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Fonds propres sans droit de reprise							
Fonds propres avec droit de reprise							
Écarts de réévaluation							
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves pour projet de l'entité							
Autres réserves							
Report à nouveau	421 847	65 433					487 280
Excédent ou déficit de l'exercice	65 433	(65 433)		67 622			67 622
Situation nette	487 280			67 622			554 901
Dotations consommables							
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
TOTAL	487 280			67 622			554 901

Effectif moyen

		31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		10	
	Professions intermédiaires			
	Employés		1	
	Ouvriers			
	TOTAL		11	

--

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Détail des subventions par nature et par catégorie de financeurs:

CATEGORIE	FINANCEUR	FINANCEMENT 2024
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	DEPARTEMENT	760 000,00
CONVENTION	SIZIAF	4 000,00
CONVENTION	DEPARTEMENT- CSN	15 000,00
CONTRIBUTION	FNCAUE	5 000,00
CONVENTION	GSF	14 000,00
CONTRIBUTION	CC7V	10 000,00
CONTRIBUTION	CCOM	10 000,00
CONVENTION	CCSA	10 000,00
CONVENTION	CCCA	5 000,00
CONTRIBUTION	CAHC	6 000,00
CONTRIBUTION	CALL	8 000,00

La méthode de comptabilisation reste inchangée.